

# ***La Lettre de Liaisons. n° 68 du 8 juin 2003***

*Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire. Jean Jaurès.*

Comité de rédaction : Mayeul Chamussy (38), Olivier Delbeke (94), Bernard Grangeon (63), Joelle Losson (54), Claude Luchetta (43), Vincent Présumey (03), Michel Tommasini (88).

Contacts et correspondance à e-liaisons@voila.fr. <mailto:e-liaisons@voila.fr>

Au sommaire de cette lettre:

1. Le combat pour la grève générale. Documents.
2. Analyse: Où allons-nous, par V.Présumey et B.Grangeon. **Ce texte est soumis à la discussion de la réunion du 29 juin.** Document l'analyse du site Nouveau Monde (PS).
3. Que va faire l'armée française en Ituri?

## **I.**

### **Le combat pour la grève générale.**

Les jours qui ont suivi la journée du 3 juin ont été marqués, selon la presse, de deux tendances: recul du nombre de grévistes et de manifestants, "durcissement" des actions.

Soyons clairs, la première de ces tendances est un mensonge. Loin d'y avoir recul, la poussée continue.

En particulier, par mille et uns canaux et ruisseaux, la grève et sa discussion gagnent "le privé".

Ce qui se passe est très important, que cela aboutisse ou non dans l'immédiat à la généralisation de la grève dans les entreprises. Précisons tout de suite que cette remarque ne signifie pas que cet objectif soit hors d'atteinte : au contraire, il l'est toujours, et tout militant ouvrier digne de ce nom, au lieu de le dire impossible, ou de le qualifier de "gauchiste" (il ne s'agit pas d'une grève générale mythique et éternelle à invoquer, mais d'un déferlement concret sur quelques jours à réaliser ! ) auront à cœur d'oeuvrer à ce que cela se produise. Ceci dit, répétons que rien ne pourra nous enlever l'expérience d'ores et déjà accumulée.

En écrivant cela, nous pensons notamment à ces enseignants qui, après avoir, il faut le rappeler car c'est indispensable pour comprendre ce qui se passe maintenant, combattu le gouvernement Chirac-Jospin-Allègre, et lui avoir infligé la seule véritable défaite politique qu'il ait subi de la part des travailleurs avant le 21 avril, sont en grève reconductible depuis 15 jours, un mois, deux mois et plus, se sont d'abord adressés aux parents d'élèves, inquiets, ont été confortés et portés en avant par le soutien qu'ils ont rencontré, et qui depuis une ou deux semaines sont à la porte des entreprises, après qu'il eut fallu, le plus souvent, surmonter les réticences des délégués syndicaux dans ces mêmes entreprises.

L'expérience vivante qui est ainsi faite ouvre la voie aux comités de grève, ceux de la semaine prochaine ou ceux d'après-demain, nous ne le savons pas encore. Dans l'action, les enseignants retrouvent et réactivent le vieux rôle historique de leur syndicalisme unitaire, celui de ciment du combat pour les comités élus, pour l'unité syndicale, pour le front commun.

Le dialogue engagé avec "ceux du privé", a montré ce que l'on savait déjà, mais qui se vérifie dans l'action, qu'il y a privé et privé. Avec les ouvriers, les arguments anti-fonctionnaires, lorsqu'ils apparaissent, sont très facilement surmontés. Un peu comme avec le type qui vous dit que "les Arabes volent le pain des Français" puis qui va boire un coup de rouge avec son copain Mohamed. La discussion roule sur la grève : "oui, on est d'accord, mais il la faut tous ensemble, pour gagner en quelques jours".

Ce qui ramène à la question des appels confédéraux. En répétant sans cesse "lutte *dans la durée*" la direction de la CGT milite activement pour décourager les ouvriers dans les entreprises de partir en grève. Derrière elle, Blondel ajoute cette innovation théorique à faire se retourner les auteurs de la Charte d'Amiens dans dans leur tombe, eux pour qui le combat pour la grève générale c'était l'essence même de l'indépendance syndicale : appeler à la grève générale serait un acte politique attentatoire à l'indépendance syndicale !

Nous avons, depuis quelques semaines et tout particulièrement ces derniers jours, **une véritable explosion de motions, votes d'AG, prises de positions syndicales, dans toute la France, pour que Thibault et Blondel appellent à la grève générale.** On ne les compte plus. Nous en donnons ci-dessous un dernier exemple avec l'appel des personnels des Impôts de Moulins (Allier). Ces motions et appels sont adoptés, souvent comme un dernier appel, parce qu'il le faut bien : les travailleurs se doutent de plus en plus que les dirigeants n'appelleront

pas, mais ils ont besoin des syndicats, les syndicats sont à eux, le mouvement vers les comités de grève ne se fera jamais sans les syndicats, c'est-à-dire sans les syndicats "traditionnels".

Notons, en ce qui concerne la motion de l'AG des agents des Impôts de Moulins, qu'elle constate un fait très important qu'elle appelle à renforcer : la réalisation, dans l'action, cela depuis des mois, d'un réseau de militants syndicaux. Toutefois, nous n'en sommes plus ici au stade où il faudrait une "Assemblée permanente de discussions et décisions", laquelle de fait existe déjà. La question maintenant, ce sont les assemblées générales dans les entreprises et les administrations, et la réunion, avec les représentants syndicaux, de délégués de ces assemblées.

Dans les entreprises, ce sont, beaucoup plus que les ouvriers, que les agents d'entretien et que les intérimaires, les tertiaires intellectuels, ayant fait quelques études, obligés de travailler pour un salaire inférieur à leur qualification, cadres commerciaux par exemple, qui, souvent, ne voulant pas s'avouer à eux-mêmes qu'ils sont exploités par leur patron et auquel on fait jouer en partie le rôle de petits chefs, tiennent le discours anti-fonctionnaires. Chez eux, ce discours est le dernier vernis avant le grand saut : choisir la grève et la solidarité, c'est pour eux réorienter leur vie et leur manière de voir le monde, alors que pour les ouvriers c'est tout simplement se défendre comme ils sont.

Outre l'appel des Impôts de Moulins, nous reproduisons ci-dessous les tracts unitaires de Haute-Loire et du Puy-de-Dôme, qui contiennent des argumentaires précis, "sonnants et réverbérants", sur l'évolution des retraites dans le privé, et le tract intersyndical (moins la CFDT à la différence des deux précédents) de Moulins qui insiste sur le caractère commun de toutes les grèves, qui ne sont pas "des grèves" mais qui sont LA grève.

Contre la désinformation, nous reproduisons un message de Benoit Mély sur la grève à la RATP et la jonction entre personnels de l'enseignement public et travailleurs des transports, qui est un trait fort de ces derniers jours.

La grève à la RATP et à la SNCF, malgré les appels à reprendre le travail ou à "reconduire pour la journée" seulement de la Fédération CGT, est majoritaire sur la plupart des sites. Les directions des deux entreprises et les média disant le contraire, désinforment les "usagers" dans le but qu'ils soient coincés sur les quais, afin d'attiser un mécontentement, lequel n'éclate pas : bien au contraire même les sondages doivent avouer que la proportion de Français soutenant la grève vient encore de monter de 63% à 66% ...

Le "durcissement" du mouvement, ce sont d'abord ces actions communes qu'on ne compte plus, les plus puissantes ayant été les blocages d'installations portuaires au Havre, à Fos, les barrages routiers et les blocages de centres de transports. Actions communes entre des enseignants, des routiers, des travailleurs des transports privés, des cheminots, des marins, des dockers. Voilà encore une expérience importante que le gouvernement ne pourra pas annuler comme ça. Ces messieurs ne supportent pas le contenu de ces actions : la poussée vers la grève. Mercredi, le chantier de la Grande Halle d'Auvergne a débrayé. En référé, sur demande des patrons, les syndicats CFDT et FO viennent d'être condamnés à payer une somme exorbitante.

Les provocations se multiplient. Tentative d'interdire le meeting prévu à Marseille. La répression policière commence, comme dans le Calaisis, sur lequel nous reproduisons un communiqué unitaire ci-dessous. C'est une répression ciblée, commise par des unités spéciales, les fonctionnaires de police qui encadrent par ailleurs les manifestations étant souvent, eux, favorables aux revendications.

La tendance d'une partie des enseignants, en grève depuis des semaines et ayant un sentiment d'impasse, conjuguée à la culture "on règle les problèmes avec un pneu brûlé sur la route" d'une partie des cheminots et des agents de l'Équipement contribue aussi au "durcissement" et peut être utilisée pour des provocations. Loin de nous l'idée de condamner les blocages, mais ils doivent être conçus comme au service de la grève et de son extension, non comme une fin en soi, et ce sont souvent les mêmes responsables CGT qui en font une fin en soi, qui n'ont pas milité, c'est le moins que l'on puisse dire, pour la grève générale.

Cet état-d'esprit d'une partie des grévistes, qui tentent de forcer le barrage, est dû au fait que le passage à la grève dans les entreprises est lent, ne s'est pas enclenché massivement car il ne peut s'enclencher, justement, que massivement, tous ensemble. Les démarrages de grève sont néanmoins importants. Les magasins SystèmeU à Nantes, et, tout à fait important car cette fois il s'agit d'une usine clef, l'usine chimique de Lacq dans les Pyrénées-Atlantiques, sont en grève contre le plan Fillon. Nous reproduisons ci-dessous les informations sur l'usine de Lacq disponibles sur le site du journal *Démocratie et Socialisme*.

Quatre traits doivent être soulignés dans la grève de cette usine, établissement stratégique au plan chimique et énergétique :

-la grève combine le retrait du plan Fillon et des mesures Balladur, et les revendications "propres à l'entreprises" (protocole travaux pénibles).

-l'unité syndicale est réalisée et la grève est ici impulsée par les sections syndicales,  
-ce trait fort a pour corollaire une faiblesse : pas d'AG massives, et une reconduction quotidienne qui, dans ces conditions, est précaire (il est tout à fait possible que le travail reprenne jusqu'au prochain "temps fort"),  
-une volonté d'extension, qui a commencé, vers les salariés des autres entreprises de la zone, sous-traitantes de l'usine principale.

Nous disions il y a quelques jours que le stade "on débraye pour une heure ou quelques heures pour aller en manif" devait être dépassé. Nous voyons qu'à Lacq, ce stade est dépassé, mais que nous ne sommes pas pour autant de plein pied dans une grève de masse se développant impétueusement; le cheminement est lent, la classe ouvrière, entravée par ses directions mais soucieuse d'avoir ses syndicats avec elle, avance pas à pas et tâte le terrain à chaque fois, croyant, comme les profs il y a un mois, trouver un terrain hostile et difficile, et constatant qu'il est plus favorable qu'elle ne pensait, qu'elle peut encore faire un pas, et ainsi de suite ...

Ce ne sont pas les déclarations des dirigeants CGT, FO, FSU et UNSA condamnant les "débordements" qui vont régler le problème. **Les dirigeants feraient mieux de faire savoir à la France entière qu'il faut faire comme à Lacq...**

Là encore, les dirigeants syndicaux protègent le gouvernement. Leur devoir devrait être de dénoncer les provocations du dit gouvernement, d'attiser sa crise interne en vue de le casser pour gagner, et de dénoncer la provocation des provocations : le fait d'avoir délibérément maintenu le calendrier du Baccalauréat dans les circonstances présentes.

Le Bac commence le 12 juin. A moins que le gouvernement ne casse avant, ou/et qu'il y ait généralisation de la grève dans les entreprises, il y aura grève massive et l'administration ne pourra assurer la tenue de l'examen, sauf à recourir à des "réquisitions" illégales et à des provocations, qui auront pour effet, car tel en est le but, de provoquer des incidents.

Il est possible que ceux qui, dans le gouvernement, pensent encore nous faire le coup de Thatcher, aient choisi de faire une immense provocation lors du Bac, en créant des incidents médiatiques pour, par exemple, remplacer l'épreuve par un examen des dossiers scolaires et des notes obtenues sur l'année, en vue de détruire le Bac comme diplôme national. Dans l'état d'agitation nerveuse et de détresse morale ou semble manifestement se trouver M.Ferry, qui n'a pris part à aucune décision politique de son gouvernement depuis qu'il en est, mais qui veut maintenant tout assumer pour passer en force, il est possible que des velléités maniaco-déliantes hantent les couloirs ministériels et académiques.

La responsabilité des organisations, CGT, FO, FSU, UNSA, G10-Solidaires et FCPE, serait maintenant plus que jamais :

- D'appeler à la grève générale en disant aux travailleurs dans les entreprises qu'il faut y aller, ensemble, et pas pour longtemps, en les appelant aussi à déposer leurs revendications, et en informant des grèves qui ont commencé dans les entreprises contre le plan Fillon comme à Lacq.

- De dénoncer les provocations policières et gouvernementales et d'avertir solennellement que le gouvernement pourrait en préparer une, gigantesque, contre le Bac: grève générale pour sauver le Bac de la provocation gouvernementale !

#### **Documents :**

*-tracts région Auvergne : appel aux salariés des entreprises CFDT, FO, CGT, FSU, UNSA, FAEN, de Haute-Loire ; appel CGT, FO, FSU, UNSA, G10, Union régionale CFDT, UNEF, SNETAA, du Puy-de-Dôme ; appel CGT, FO, FSU, UNSA, Moulins.*

Les syndicats CFDT, CGT, FO, FSU, UNSA, FAEN  
de Haute-Loire

appellent les salariés du privé de tout le département à entrer en grève pour défendre les retraites.

#### ***Nos retraites contre le chômage.***

Des salariés sont licenciés, nos enfants sont au chômage et pourtant le gouvernement veut allonger la durée de cotisations, c'est à dire de fait retarder l'âge de départ pour avoir droit à la retraite. Les grands-parents et parents sont au boulot et les enfants et petits-enfants au chômage.

Pourtant, avec un million de chômeurs de moins, la moitié des besoins de financement des retraites serait trouvée.

Pourtant, si on ne baissait pas l'impôt des plus riches, on aurait le moyen de financer les retraites.

Pourtant, si on augmentait les cotisations patronales au lieu de les baisser de 13 %, comme on vient de le faire ces 20 dernières années, on aurait le moyen de financer les retraites.

***Ni retraite de misère, ni recul de l'âge de la retraite.***

La loi Balladur de 1993 et la loi Fillon ferait perdre à un salarié qui touche 1260 € brut (8500 Frs) 39 % de son revenu par rapport à ce que nous avons avant ces deux lois.

Étudiez l'exemple et vous comprendrez facilement. Les mensonges et la poudre aux yeux doivent cesser, nous devons défendre nos revenus.

**Salarié du privé avec un salaire de 1260 € brut**

Année 1990 37,5 annuités (avant Balladur) 2003 40 annuités 2008 2020 42 annuités  
Montant de la retraite avec règles actuelles 1108 € 1034 € 996 € 955 €  
Montant de retraite avec Fillon 996 € 669 €  
**Perte 74 € 112 € 439 €**

Ces chiffres parlent d'eux-mêmes. Ne nous laissons pas abuser !

C'est nous qui avons le plus à y perdre. En nous mobilisant nous avons tout à y gagner pour ne pas devenir des retraités à la misère.

Nous, salariés du privé, avec nos organisations syndicales, nous appelons à nous rejoindre et à partir en grève pour obtenir :

- le retour du calcul des retraites sur les 10 meilleures années (au lieu des 25)
- le retour aux 37,5 annuités
- pour avoir droit à une retraite pleine et entière à 60 ans (au lieu de 42 annuités)
- l'indexation des retraites sur les salaires et plus sur les prix

C'est maintenant qu'il faut agir, nous n'avons plus un jour à perdre.

**Ensemble nous sommes une force. Ensemble nous gagnerons.**

NB : pour faire grève, les salariés du privé n'ont pas de préavis à donner pour partir en grève. Il s'agit de vouloir et vous pouvez partir en grève.

\* \* \*

**Les syndicats**

**CGT, FO, UNSA, FSU, UNEF, Union Solidaires, URI CFTD, SNETAA EIL,  
s'adressent aux salariés du secteur privé.**

**LES RETRAITES, C'EST VOTRE AFFAIRE !**

Le projet gouvernemental sur les retraites constitue une régression sociale sans précédent.

**Il s'agit de nous faire travailler plus longtemps tout en nous imposant une baisse de plus de 18 % de nos retraites !**

**JUGEZ-EN**

**EMPLOI**

Le gouvernement et le patronat sont en pleine contradiction : vouloir augmenter la durée de cotisation tout en organisant les plans de licenciements qui touchent en particulier les salariés de 55 à 60 ans.

#### **ALLONGEMENT DE LA DUREE DE TRAVAIL**

Le projet gouvernemental prévoit dès 2008 d'augmenter la durée de cotisation : 41 ans de travail en 2012, 42 ans en 2020. Mais déjà, patronat et gouvernement sont d'accord pour allonger la durée de cotisations jusqu'à 45 ans !  
Ce n'est plus la retraite à 60 ans à taux plein, mais la retraite à 65 ans... et pourquoi pas la retraite à 70 ans et plus... ?

#### **DIMINUTION DES RETRAITES**

En réalité, compte tenu des plans de licenciements, de l'âge moyen d'entrée dans la vie active, des périodes d'inactivités, la plupart des salariés partiront avant d'avoir obtenu la totalité de leurs annuités. Conséquence : les retraites seront considérablement réduites du fait des décotes.

Un exemple :

**Hier**, un salarié né en 1930 parti en retraite en 1990 à 60 ans avec 40 ans d'activité avant les mesures Balladur a perçu une pension de 1232 euros, soit 88 % de son salaire net de 1400 euros.

**Aujourd'hui**, un salarié partant à 60 ans avec 40 ans de cotisations perçoit une pension de 1148 euros, soit 81 % du salaire net.

**Demain**, en 2008, un salarié partant à 60 ans dans les mêmes conditions ne touchera plus qu'une pension de 1106 euros soit 79 % du net.

**Après-demain**, avec l'application du projet Raffarin-Fillon, un salarié souhaitant partir à 60 ans avec 40 ans de cotisations, ne percevrait plus que 852 euros, soit 60,9 % du salaire net à 1400 euros...

#### **CONSEQUENCES DES MESURES BALLADUR SUR LE MINIMUM VIEILLESSE**

Contrairement à ce qu'affirme le gouvernement, l'objectif de minimum vieillesse de 85 % du SMIC ne sera pas atteint du fait des mesures Balladur de 1993 (indexation sur les prix et non pas sur le salaire moyen).

Les organisations syndicales CGT, FO, UNSA, FSU, UNEF, Union Solidaires, URI CFDT, SNETAA EIL refusent le hold-up de Raffarin-Fillon sur les retraites par répartition et exigent le retrait du projet gouvernemental.

**Les organisations syndicales appellent à la généralisation de la grève interprofessionnelle et à une grande manifestation mardi 10 juin à 10 heures, place du 1er mai.**

**TOUS LES SALARIES DU PRIVE SONT CONCERNES**

**EN GREVE ET EN MANIFESTATION TOUS ENSEMBLE**

***Mardi 10 juin 2003 10 heures - place du 1er mai***

\* \* \*

**CGT FO UNSA FSU**

**La grève s'étend. Car il n'y a qu'une seule grève, la grève pour défendre nos enfants, la grève pour la société qu'on leur léguera. La grève des personnels de l'enseignement public, des cheminots, des hospitaliers, des éboueurs, des agents des Impôts et de l'Équipement, la grève que par centaines de milliers les salariés des entreprises font pour se joindre aux manifestations, la grève dans les grands magasins nantais, sur les chantiers de construction clermontois, dans les universités, dans la marine marchande, la grève décidée dans les bus de Moulins pour mardi, la grève qui commence à se discuter dans les entreprises :**

## **ce ne sont pas là des grèves distinctes, c'est LA GREVE pour l'avenir de toutes et de tous.**

MARDI 10 JUIN, après que le conseil des ministres ait confirmé la volonté du gouvernement de passer en force, commence le débat parlementaire sur le plan Fillon.

Le même jour, M. Sarkozy et les ministres de l'Éducation nationale invitent les syndicats à une « table ronde » après avoir allongé le calendrier, mais non le contenu, de leur politique de décentralisation contre les droits égaux des citoyens et contre les services publics.

Toutes nos revendications demeurent :

-retrait du plan Fillon, des mesures Balladur de 1993, 37, 5 années pour tous dans le privé et dans le public.

-retrait des mesures de décentralisation.

-hausse des salaires et amélioration des horaires et conditions de travail.

-ouverture de vraies négociations sur tous les sujets, en mettant sur la table toutes les vraies propositions assurant l'avenir des retraites par une répartition plus juste des richesses.

**MARDI 10 JUIN, APPEL NATIONAL A LA GREVE.**

**MANIFESTATION, MOULINS, 10 h., Place d'Allier.**

\* \* \*

*-Appels aux directions syndicales nationales : les deux communiqués unitaires des syndicats du Calais après la répression policière ; la motion de l'AG des personnels des Impôts de Moulins.*

### **Déclaration des unions locales CGT, CGT-FO, FSU et UNSA de Calais :**

“ Ils ont osé tirer sur la manifestation calaisienne ! Réagissons : tous en grève et dans les manifestations dès mercredi, rassemblement à 9 heures devant la Bourse du travail, place Crèvecoeur.

Depuis début mai, nous sommes des millions, salariés du secteur privé et du secteur public dans les grèves et manifestations pour défendre nos retraites.

Ce mardi 3 juin, nous étions à nouveau plus de 6 000 manifestants dans les rues de Calais.

Alors que la manifestation pacifique approchait de la bretelle d'accès à l'autoroute, les CRS ont tiré, sans sommation, des grenades lacrymogènes sur les manifestants. Une institutrice, une jeune fille, une journaliste et plusieurs ouvriers ont été blessés. Plusieurs enfants ont dû être emmenés à l'hôpital.

Voilà comment le gouvernement Sarkozy-Raffarin-Fillon dialogue avec la population : des tirs à bout portant sur des manifestations pacifiques, sur des femmes et des jeunes enfants.

Après les menaces contre les enseignants grévistes, c'est maintenant par la répression et les provocations qu'on voudrait nous faire taire. C'est le droit de grève, c'est le droit de manifester qu'ils tentent d'interdire.

Nous ne nous laisserons pas intimider. La démocratie est en danger !

Nous appelons tous les salariés, toute la population à la grève générale.

Amplifions partout la grève et la mobilisation contre les provocations policières et pour les revendications.

Rassemblement chaque jour à 9 heures devant la Bourse du travail place Crèvecoeur. ”

### **Lettre des unions locales CGT, FO, CFTC, FSU, UNSA du Calais aux confédérations CGT, FO, CFTC, et aux unions nationales FSU, UNSA :**

“ Calais, le 3 juin 2003,

Les organisations précitées au niveau du Calais exigent de leurs organisations nationales confédérales et unions nationales,

• suite aux provocations et interventions physiques des forces de l'ordre contre les manifestants pacifiques du Calais,

• devant le développement de l'action évolutive et de masse de tous les secteurs d'activités (privé-public-retraités-sans emploi)

•de lancer le mot d'ordre de grève générale nationale et reconductible avec arrêt de production et occupation des sites

•d'exiger du gouvernement et du Président de la République de retirer sans délai ni condition leurs projets " Raffarin-Fillon " et autres

d'engager immédiatement des négociations nationales interprofessionnelles sur l'ensemble des questions sociales essentielles touchant le monde du travail ".

\* \* \*

### **MOULINS : APPEL DES AGENTS DES IMPOTS DE MOULINS REUNIS EN ASSEMBLEE GENERALE INTERSYNDICALE LE 5 JUIN 03**

Depuis des années et des années jamais la mobilisation populaire actuelle n'a été aussi profonde, tenace et résolue.

Jamais dans les villes, les localités, les rencontres entre responsables syndicaux de tout bord et représentants des administrations, entreprises mobilisées n'ont été aussi constructives et unitaires : les assemblées générales interprofessionnelles après les manifestations représentent un pas en avant important de la démocratie et du contrôle de l'action. Les UL ont joué leur rôle. Après la Manifestation monstre du 25 mai tout le monde attendait un mot d'ordre national immédiat et unitaire :

Qu'attendent les Dirigeants nationaux pour se montrer dignes et responsables de cette mobilisation !

Qu'attendent-ils pour appeler à la mobilisation générale claire : à la grève générale !

Tous le monde le sait l'enjeu est un choix de société : Celui de préserver le contrat social entre les générations construit par nos prédécesseurs. Le choix de FILLON -RAFFARIN est tout autre : il n'est pas de régler le problème des retraites mais de régler les retraites au sens de les liquider. Depuis 15 ans la part des salaires directs et indirects dans le PIB n'a cessé de baisser et aujourd'hui cette baisse dépasse les 10%. En faisant financer exclusivement par les salariés l'acquis de civilisation que représente l'allongement de la vie le gouvernement choisit l'aggravation des inégalités déjà constatée depuis des années.

L'enjeu est vital :

Qu'attendre d'un débat à l'A.N. ? Alors que les députés de la majorité demandent au gouvernement de tenir bon quand ils ne sont pas rejoints avec armes et bagages par les ROCARD, DELORS, CHARASSE, ATTALI, KOUCHNER ! Puisque nous sommes bien obligés de constater cette carence politique patente Il nous revient la responsabilité d'élaborer en commun nos propositions

POUR CELA :

Renforçons le réseau des responsables syndicaux et représentants des administrations, écoles, lycées, entreprises dans une Assemblée Permanente de discussions et décisions.

Préparons la grève générale en appelant les DIRIGEANTS NATIONAUX A PRENDRE ENFIN LEURS RESPONSABILITES :

LA GREVE GENERALE. (adopté à l'unanimité).

\* \* \*

*-les appels de la coordination des établissements en grève dans l'éducation, adoptés le 7 juin :*

La coordination nationale des établissements et des écoles en lutte constate que le gouvernement maintient aussi bien son projet de décentralisation que celui de casse des retraites. Il persiste aussi dans ses attaques aboutissant aux licenciements, aux suppressions de postes, à la persistance et même au développement de la précarité, et à la pénurie des moyens pourtant indispensables. Et cela dans l'Éducation comme dans bien d'autres secteurs.

Nous constatons ensemble que la mobilisation dans l'Éducation se poursuit et affiche une détermination qui reçoit un soutien de l'opinion. Le mouvement est sur la bonne voie et tout cela est un encouragement pour réaffirmer qu'un report ou un aménagement des projets gouvernementaux ne répondraient pas à nos revendications que nous rappelons :

- Le maintien, sans aucun transfert ni détachement, de tous les personnels de l'Éducation nationale dans la Fonction publique d'État avec le respect de leur statut et de leurs missions, c'est-à-dire pour le retrait total du projet de décentralisation.

- Le retrait du statut d'assistants d'éducation et le maintien de celui d'étudiant surveillant.

- Pas un licenciement d'emploi-jeune, accès à des postes statutaires.

- Titularisation de tous les précaires de la Fonction publique (contractuels, vacataires, MA, CES, Emploieune...)
  - Création de tous les postes nécessaires. Il faut plus de moyens.
  - Le maintien de l'École maternelle comme école à part entière et le droit à la scolarisation dès deux ans.
  - Le retrait de l'avant-projet de loi de Luc Ferry pour l'autonomie des Universités.
- Pour des retraites à taux plein à 60 ans maximum, avec 37,5 annuités maximum pour tous, public et privé. Un taux de remplacement de 75% minimum et le maintien du code des pensions.

Et nous soulignons qu'y figurent donc le retrait du plan Fillon et l'abrogation des mesures Balladur de 1993 qui ont visé les retraites du privé, objectifs que nous avons en commun avec l'ensemble des salariés.

Nous nous indignons et dénonçons les actions répétées de violence des forces de l'ordre à l'encontre de manifestants : à la Réunion, à Calais, à Montpellier, en région parisienne, ..., et donc dans un nombre de cas qui montre qu'ils s'agit d'une attitude aussi injustifiée que délibérée. Elle se généralise au même rythme que l'extension du mouvement de grève et sans doute de la crainte du gouvernement d'être contraint à reculer.

Nous dénonçons aussi les sanctions et les pressions à l'encontre de grévistes, vraisemblablement sanctionnés pour l'exemple par l'administration, y compris avec l'aval du Ministère.

Si le gouvernement souhaite entamer notre détermination, qu'il sache que le résultat obtenu, et qu'il continuera d'obtenir, est l'inverse.

L'entrée dans le mouvement de grève de secteurs entiers transforme la situation et peut faire basculer le rapport de force. Le gouvernement le sait et de plus en plus de travailleurs le savent aussi. Nous pouvons gagner.

La poursuite du mouvement dans l'Éducation et la généralisation de la grève sont les objectifs que nous poursuivons afin de faire vraiment reculer le gouvernement.

La Coordination nationale appelle :

- à participer massivement aux manifestations du mardi 10 juin,
- à la poursuite de la grève dès le 11 juin et les jours suivants,
- à une journée nationale de manifestation interprofessionnelle le 12 juin dans tout le pays.

Dans l'Éducation, tous les collègues, toutes catégories confondues, sont appelés à la grève, y compris les personnels surveillants et correcteurs des examens.

Compte-tenu du mouvement de grève en cours, connu de tous, et compte-tenu des nombreuses demandes de report des examens qui ont été formulées afin de ne pas pénaliser les élèves : si le gouvernement ne retire pas ses projets et qu'il maintient le calendrier des épreuves prévues, il prend l'entière responsabilité de la perturbation des examens.

Nous déplorons ce risque pris par le gouvernement, qui plus est avec une bonne dose d'hypocrisie et de cynisme. Mais cela montre qu'il est aussi peu préoccupé des élèves aujourd'hui qu'il ne l'est de ceux des générations à venir à qui il voudrait laisser une école publique dépeçée et au rabais.

Coordination nationale des établissements et des écoles en lutte

Paris, le 7 juin 2003.

## APPEL AUX CONFEDERATION, AUX FEDERATIONS, AUX SYNDICATS

Depuis plus de deux mois, l'Education Nationale connaît un puissant mouvement de grève reconductible, contre la décentralisation, la précarité et pour les retraites.

D'autres secteurs, tant du public que du privé, participent massivement aux journées de lutte sur les retraites, et rejoignent l'éducation nationale dans la grève reconductible. Ce mouvement, un des plus importants depuis 68, se nourrit des actions déterminées, interprofessionnelles, qui se généralisent partout dans les villes, les départements...

Face au gouvernement qui parodie le dialogue, qui tente en vain de diviser et qui utilise la répression (La Réunion, Calais, Montpellier,...) pour passer en force, la responsabilité du mouvement syndical n'a jamais été aussi claire et déterminante :

il est au moment où les travailleurs sont mobilisés à un niveau jamais atteint depuis longtemps et où le pouvoir est en difficulté, que les syndicats doivent prendre l'initiative de façon décisive, par un appel sans ambiguïté à la grève générale interprofessionnelle reconductible.

La coordination nationale des établissements et des écoles en lutte appelle solennellement les confédérations, fédérations, syndicats, à lancer, à partir du 10 juin, une mobilisation de tous les salariés, qui prenne la forme d'une grève générale

- . jusqu'au retrait du projet de loi Fillon sur les retraites et jusqu'à l'abrogation des mesures Balladur de 1993,
- . jusqu'au retrait du projet de loi sur la décentralisation et jusqu'à l'abrogation de la loi sur les assistants d'éducation.

Ces retraits et abrogations constituent des préalables indispensables à toute réelle négociation.

Ce choix de la grève générale suppose que les confédérations, fédérations, syndicats,  
-fassent du 12 juin une grande étape interprofessionnelle et unitaire de manifestation dans toute la France  
-veillent à associer, dans le respect de l'unité qui caractérise ce mouvement depuis le début, les représentant-e-s mandaté-e-s par les grévistes aux différentes discussions  
-stoppent les pratiques répressives du pouvoir, notamment en exigeant, en préalable à toute discussion, la levée des sanctions contre les grévistes  
-s'engagent à ne rien signer qui ne soit pas préalablement soumis aux personnels grévistes, réunis en AG, à tous les niveaux.

Les organisations syndicales qui prendraient l'énorme responsabilité de ne pas appeler à cette grève générale, devraient assumer devant tous-tes les travailleurs-ses, le risque de voir imposer l'ensemble des projets libéraux annoncés par le pouvoir pour la rentrée et les années à venir, au moment où, au contraire, la détermination des grévistes ouvre la voie à la satisfaction des revendications et aux alternatives au libéralisme.

Coordination nationale des établissements et écoles en lutte.

\* \* \*

*-l'article envoyé par Benoit Mély sur la grève à la RATP (déjà paru dans le "Bulletin pour la grève interpro" diffusé par le Comité Syndicaliste Révolutionnaire, disponible sur [perso.wanadoo.fr/csr](http://perso.wanadoo.fr/csr)).*

### **Grève des transports en Ile de France : quelques mensonges médiatiques et quelques réflexions à chaud.**

La grève des transports en Ile de France est ce jeudi 5 au matin nettement plus forte que ce que les médias nationaux racontent. Un exemple : la ligne B du RER (qui traverse la région parisienne du nord au sud, aéroport de Roissy- saint Rémy les Chevreuses. Ce jeudi 5, troisième jour de la grève, pas un seul train ne circule à 8 h. Hier, le trafic était de l'ordre de un train sur deux, pour 82 % de grévistes au total (toutes catégories confondues) sur cette ligne. Sur cette ligne B en tout cas, la seule dont je peux parler en toute connaissance de cause, la grève est puissante et se durcit (le pourcentage de trains qui circulent, le seul donné par les médias, ne correspond nullement au nombre réel de grévistes un jour donné, la direction disposant d'un volant important de conducteurs "en réserve" et fait appel aux non-grévistes parmi eux.

On sait que la grève de la RATP est rendue difficile par le soutien que le syndicat autonome, puissant chez les conducteurs, a accordé au gouvernement en refusant d'appeler à la grève au motif que la direction de la RATP aurait donné des garanties suffisantes concernant la préservation du régime spécial de retraites même après l'adoption du plan Fillon. La quasi-totalité des agents RATP avec qui j'ai discuté ces derniers jours n'est pas dupe. Ils savent à peu près tous qu'"après les autres fonctionnaires, notre tour viendra". Mais la décision à la Chère du syndicat autonome crée un certain trouble sur les capacités de cette grève à prendre son essor : les "militants de la grève" à la RATP s'emploient avec une ténacité remarquable à insuffler la confiance en la force du mouvement . Comme ils surmontent les séquelles de la grève des 14-15 mai, où ils étaient partis spontanément et massivement en grève à la suite du 13, jusqu'à ce que la direction de la CGT parvienne à leur faire reprendre le travail. Les militants CGT que j'ai vus ces derniers jours (en pointe puisque la CGT est le seul syndicat à appeler à la grève) sont pour le moins en alerte quand au fait que cette fois-ci, les consignes syndicales "doivent aller dans le bon sens" : la grève jusqu'à la victoire.

Le plus important : dans les dépôts , les AGs et les piquet de grève des gares de départ des trains une solidarité militante nouvelle est entrain de se nouer entre grévistes RATP et grévistes enseignants. Depuis trois jours, des dizaines et des dizaines d'enseignants de la région parisienne mettent leur réveil à 4 h du matin pour se trouver avant 5 h dans les dépôts qui s'échelonnent le long des lignes RER et dans les dépôts métros-bus, appelés par des agents RATP grévistes, très demandeurs, pour discuter, avec les non-grévistes potentiels et les convaincre de ne pas travailler. Ces "piquets de grève" (qui pour l'instant n'empêchent pas un train de partir quand le conducteur le veut vraiment vraiment) fonctionnent de façon efficace. Le plus important est la découverte mutuelle, par les enseignants et les RATPistes en grève, de l'identité profonde non seulement de leurs intérêts, mais de leur façon de "ressentir" cette grève, comme une grève qui tire sa force de la conviction qu'elle est une grève de résistance contre un modèle de société inhumain, pour défendre (ce qu'on entend de plus en plus) "un type de civilisation" contre la loi des marchés...

La présence des enseignants aux piquets de grève et aux AG a entraîné des interventions policières hier dans deux dépôts (sans heurts ni blessés, à ma connaissance). Ce matin, au terminal où j'étais (avec 3 autres enseignants grévistes du secteur) ,deux gendarmes sont venus voir, rien de plus. Cela pourrait se tendre : raison de plus pour utiliser en masse la "force de frappe" militante de la grève enseignante et aller encore plus nombreux dans les AGs et piquets RATP qui ne demandent que cela - y compris pendant ce long week-end qui sera difficile à tenir. **La responsabilité de la grève enseignante est claire : aider dans la pratique la grève des transports (et pas seulement elle bien sûr) à se construire.** C'est ainsi que nous ferons capoter ensemble les misérables

manoeuvres des dirigeants syndicaux qui cherchent à démoraliser (Blondel, Thibault, et Aschieri aussi, même si la marge de manoeuvre de ce dernier est encore plus étroite).

Car ces manoeuvres peuvent échouer. Comme les mensonges médiatiques peuvent se retourner contre ceux qui les fabriquent. Et si la grève échappait dans les jours qui viennent au contrôle des directions syndicales ? Et si le 10 juin la discussion du projet Fillon commençait à l'Assemblée non sur fond d'un « temps-fort » / baroud d'honneur, mais au milieu d'une grève public privé se généralisant dans le pays ? L'objectif paraissait utopique il y a peu. L'est-il toujours ? Et si c'est le cas, mesure-t-on bien l'ampleur de la défaite que la grève pourrait infliger au gouvernement et à ses défenseurs directs et indirects ?

Bon courage pour la suite, Benoît.

\* \* \*

*-le compte-rendu de la grève de Lacq sur le site de Démocratie et Socialisme  
(<http://www.democratie-socialisme.org>).*

**PAU :  
Grève reconductible à l'usine de Lacq Total Exploration Production France**

-Pour le retrait du projet Fillon,  
l'abrogation des mesures Balladur,  
l'ouverture de réelles négociations prenant en compte les revendications et propositions syndicales de financement des retraites

L'amélioration du protocole travaux pénibles spécifique à l'entreprise Après le mouvement de grève du 3 juin, les salariés postés de l'usine de Lacq Total Exploration Production France sont en grève reconductible, à l'appel de la Cgt, Fo, et Sictame (syndicat issu de la Cgc et proche de l'UNSA) depuis ce matin à 5h00.

Les 5 équipes seront consultées toutes les 8h00. Le caractère reconductible de l'action s'inscrit dans le cadre des appels des confédérations à étendre le mouvement. Les syndicats et le personnel sont attentifs à l'extension du mouvement dans les autres secteurs du public et du privé, notamment dans les transports, l'énergie, la chimie.

Le taux de grévistes en poste est très élevé de 60 à 75%.

Le personnel de journée a participé à une assemblée d'information ce mercredi matin. La participation a été relativement faible (moins de 100 personnes) mais il faut noter que la participation aux manifestations et aux grèves est bien plus massive.

Le personnel de la plate-forme de Lacq (en journée, entreprises donneuses d'ordres et sous-traitantes) a été appelé à observer une grève d'une journée le jeudi 5 et le mardi 10 juin.

\*\*\*\*\*

**Analyse : où allons-nous ? Texte soumis à la discussion de la réunion du 29 juin.**

*Place de la France dans la lutte des classes mondiale.*

La situation présente de poussée vers la grève générale vient de loin, c'est une banalité de le dire.

C'est la suite de décembre 1995, mais avec l'expérience du gouvernement Chirac-Jospin qui est passée entre les deux, et dans un cadre mondial marqué par la "guerre sans fin" engagée par l'impérialisme depuis les crimes du 11 septembre.

Il y a comme une course de vitesse entre les agressions impérialistes, le basculement dans la guerre de pans entiers de l'humanité, et les poussées vers la grève générale, vers l'organisation démocratique des peuples, vers la révolution, poussées qui se heurtent soit à l'absence de représentation politique démocratique (Argentine), soit au choix des dirigeants de leurs représentations politiques effectives de gouverner avec et pour l'impérialisme (cas du gouvernement Lula et de toutes ses composantes au Brésil).

La France pourrait être un laboratoire de cette course de vitesse. En effet, en l'espace de deux ans, la France a connu :

-ce qu'il est convenu d'appeler, pour résumer, le "21 avril" : une rupture entre la base, la base enseignante (mouvements contre Allègre), la base ouvrière (manifestation du 20 juin 2001), la base culturelle (manifestation de Millau, été 2000), rupture entre la "base" et les partis historiques de la gauche, qui s'est généralisée à la majorité

de la classe des salariés et a provoqué la poussée à gauche du 21 avril (poussée à gauche dispersée électoralement dans l'abstention, l'extrême gauche, diverses autres candidatures et qui concerne aussi ceux qui ont encore voté PCF et surtout PS),

-contre le 21 avril, le 5 mai : la crise de la gauche et des partis issus du mouvement ouvrier, dans leur relation à la "base", a laissé au second tour deux candidats du patronat, Le Pen et Chirac, permettant ainsi l'élection plébiscitaire de Chirac soutenu par la gauche. Sur cette base, le gouvernement Raffarin a engagé, assez efficacement, un vaste programme de réformes anti-sociales et n'a pas rencontré d'obstacles sérieux pendant les 6 premiers mois.

-le premier accroc sérieux a été le vote des agents d'EDF et de GDF contre un accord sur leurs retraites défendu pourtant par leur principal syndicat, la CGT. A partir de là s'engage un mouvement de reconstitution des forces profondes de la classe ouvrière, renouant par dessus le 5 mai et le "choix" Le Pen-Chirac, avec la poussée à gauche du 21 avril. Ce mouvement a été ralenti par le conflit, réel, qui oppose l'impérialisme français à l'impérialisme américain en raison du choix fait par celui-ci vers la "guerre sans fin", conflit qui a permis de tenter de prolonger la dynamique plébiscitaire et nationaliste autour de Chirac. Mais à l'issue de la guerre en Irak, les agressions gouvernementales concentrées contre les acquis ouvriers (retraites) et démocratiques (décentralisation), agressions parallèles dans toute l'Europe quelle que soit la couleur du gouvernement (Allemagne, Autriche, Grande-Bretagne) ont produit une réaction politique de la classe ouvrière, catalysée par la grève dans les écoles, collèges et lycées, se développant en une poussée longue, très profonde, très puissante, vers la grève générale.

Le caractère explosif de la situation française fait de ce pays, au moment présent, le point de mire pour les travailleurs et les peuples, d'un côté, les patrons et les Etats, de l'autre, à l'échelle de l'Europe : la bataille qui se déroule en France aura une influence forte sur les développements à venir en Europe, et notamment en Allemagne, le pays clef du continent. L'élargissement de l'Union Européenne à l'Est, ratifié par des référendums caractérisés par l'abstention massive dans les pays concernés, devient dans ces circonstances un facteur de rapprochement entre luttes sociales à l'Est et à l'Ouest, ce qui est de la plus extrême importance.

#### *La question de la forme de l'Etat en France.*

Ce caractère explosif serait incompréhensible sans saisir que c'est la question de l'Etat, et de la forme de l'Etat, qui est posée en France.

L'Etat bourgeois français est structuré depuis Napoléon par un appareil exécutif incontrôlé et incontrôlable. Dans la V<sup>e</sup> République, cet appareil est ouvertement le coeur de la société, en la personne d'un monarque élu. De longue date, il a entrepris de réaliser le contrôle social total par lequel le patronat pourrait écraser les salariés et avoir des gains de productivité permettant, objectif illusoire, au débile impérialisme français de "faire face" économiquement et militairement sur le champ de la concurrence mondiale, considérablement dégradé depuis que l'impérialisme américain a proclamé la "guerre sans fin". Ce contrôle social total suppose des syndicats intégrés à l'Etat, un encadrement proche des populations ("démocratie de proximité"), et la destruction des éléments légaux et juridiques servant de garanties et de points d'appui à la démocratie et aux droits sociaux (égalité devant la loi, laïcité, conventions collectives, statut de la Fonction publique, Sécurité sociale). Ces objectifs initiaux de la V<sup>e</sup> République, 45 ans après, n'ont toujours pas été atteints. La guerre de libération du peuple algérien, puis la grève des mineurs en 63, puis mai 68, le Non au référendum de 69, les sursauts de 1986 et des années suivantes, les grèves de 95, ont ralenti l'offensive et interdit au pouvoir bourgeois, malgré une terrible dégradation des conditions de vie et de travail, et des perspectives d'avenir pour les jeunes, d'obtenir une défaite analogue à celle que Thatcher a infligée aux mineurs en 1984.

Ce programme de la V<sup>e</sup> République s'est progressivement incorporé aux directives de l'Union européenne et à ce qu'il est convenu d'appeler "mondialisation", mais il leur est antérieur : il correspond aux intérêts fondamentaux -et à l'impuissance non moins fondamentale- de l'impérialisme français.

La bataille sur la forme de l'Etat, l'égalité des droits, la laïcité, est une bataille qui concentre bien des enjeux car elle peut avoir deux réponses possibles :

-soit la victoire de la bourgeoisie par la réalisation du programme de contrôle social total de son Etat,

-soit son échec, et donc l'expression de la démocratie : pouvoir réel d'assemblées élues à tous les niveaux, c'est-à-dire aujourd'hui combinaison d'assemblées générales souveraines, de comités de grève puis de comités plus larges élus, et d'une assemblée souveraine et constituante. Nous décrivons donc là la forme pratique -qui unifie les deux traditions, celle des nations souveraines, des constituantes souveraines, d'Engels, et celle des soviets- d'un Etat construit par en bas par ceux d'en bas pour ceux d'en bas, d'un "Etat ouvrier" ou "dictature du prolétariat" au XXI<sup>e</sup> siècle.

La question posée en France, -mais à cet égard la France n'est pas une exception, elle n'est qu'un concentré de ce qui se passe au plan mondial entre la "gouvernance mondiale" meurtrière pour la vie sur terre d'un Bush, et les aspirations démocratiques, altermondialistes et sociales- n'est pas d'élaborer lentement une "perspective anticapitaliste" qui conduirait à mettre en cause de plus en plus d'aspects de la société capitaliste, comme si la révolution sociale était un processus idéologique et non le mouvement réel qui est déjà là, que l'on n'a pas à inventer mais qu'il faut aider, auquel il faut donner la forme de la conscience et de l'organisation, la forme de la démocratie.

La question posée en France est celle du pouvoir. Et la question du pouvoir est certes une question profonde, politique au sens noble du terme et pas politicienne, mais elle se concentre dans la question du sommet de l'Etat et du gouvernement, qu'on le veuille ou non.

Tout blabla "programmatique" faisant l'impasse sur cette question, certes difficile, se disqualifie par là même en tant que contribution utile au mouvement réel.

Durant les années 1990 la bataille sur la forme de l'Etat en France a en fait occupé le premier plan de la lutte des classes, bien que la majorité des militants n'appréhendent que plutôt mal ces questions. En effet, la réunification de l'Allemagne et le traité de Maastricht ont modifié la place de la France dans les relations internationales, mettant en cause gravement celle-ci. L'alignement sur l'Allemagne -alignement qui allait de pair, jusqu'à récemment, avec l'alignement sur les Etats-Unis mais qui à présent s'y oppose- et l'acharnement, aux conséquences incroyablement meurtrières, à préserver et même à élargir son pré carré africain, ont caractérisé la politique française. Une réorganisation de l'Etat dans un sens néo-fédéraliste, conforme aux nécessités d'un rapprochement accru avec le capital rhénan, est engagée tout au long des années 1990 et constitue la forme actuelle de l'offensive de la V<sup>e</sup> République contre la démocratie : "réforme de l'Etat", décentralisation, déconcentration, statuts corses comme moyen d'expérimentation de ces politiques, etc.

Inversement, le Non à Maastricht, la manifestation laïque du 16 janvier 1994, le thème des services publics en décembre 1995, la chute du ministère Allègre en 2000, caractérisent dans les grandes luttes de classe d'abord la résistance, puis la contre-attaque, avec la progression de la réflexion collective sur le "modèle de société" et avec l'apparition d'assemblées générales souveraines, de liens entre militants syndicaux, autour des questions liées aux droits, à la loi, à l'égalité, à la forme de l'Etat.

Les conditions, proches du coup d'Etat, de la réélection de Jacques Chirac en 2002, tentant de retrouver le souffle initial de la V<sup>e</sup> République (ce que Raffarin appelle "l'esprit de mai"), menaçaient les acquis de ces luttes. La montée sociale de 2003 inversement les reprend et les porte à un niveau supérieur. La décentralisation, axe central de la politique du gouvernement Chirac-Raffarin comme nous l'avons dans la Lettre de Liaisons expliqué avec insistance depuis un an, prenant la seule initiative politique centrale au moment du vote de la révision constitutionnelle, en dépit de la faiblesse de nos forces, est devenue l'axe central de la résistance des masses puis de leur contre-offensive. C'est en effet, politiquement, et au plan de la réflexion sur "quelle société allons-nous laisser à nos enfants", la conjugaison de la question des retraites et de celle de la décentralisation qui ont fait que nous assistons à une poussée vers la grève générale ouverte par les enseignants comme catalyseurs. Ils ont senti -sentit, n plus qu'analysé et compris car aucune force politique ou syndicale nationale ne leur a expliqué ce qu'il en était de la réforme constitutionnelle du 17 mars- que les transferts de personnels cachaient l'offensive centrale, et peut-être l'offensive finale, pour détruire l'école publique et la "civilisation du service public".

Ce mouvement a une dimension nationale forte, au sens historique de la nation française, constituée sur la base de la lutte commune des hommes -et des femmes- libres et égaux contre l'oppression.

#### *La question du débouché politique.*

Décembre 95 avait un débouché politique qui pouvait être mis en avant, encore qu'aucune force politique nationale ne l'ait fait : chasser Chirac et Juppé et former un gouvernement du PS et du PCF -le dernier essai, d'ailleurs, d'un gouvernement "de gauche" réel en France, car déjà l'expérience de ce qu'est la politique de la gauche au pouvoir avait marqué les consciences.

Les partis de gauche ne voulaient pas de ce débouché politique. Mais décembre 95 a eu pour effet différé la dissolution et la victoire du PS et du PCF en 1997. La question était alors de combattre le gouvernement Chirac-Jospin et sa politique, en préconisant un autre gouvernement, un gouvernement de gauche rompant avec Chirac -et, comme les dirigeants n'en voulaient pas, en allant de plus en plus, comme ce fut le cas dans les années 1997-2002, vers la lutte directe et les formes directes d'auto-organisation.

Aux présidentielles, la candidature Jospin n'était en aucun cas une perspective pour le mouvement social, puisqu'il a organisé sa propre défaite en se présentant dans la continuité de ses actes au gouvernement, y compris dans la continuité de sa cohabitation avec Chirac (rappelons que le plus grand adversaire de la motion Montebourg contre Chirac fut Jospin). La perspective pouvait être un vote extrême-gauche le plus massif possible

au premier tour pour pouvoir chasser Chirac au second et affronter ensuite, très vite, le gouvernement présidé par Jospin ...

Comme on le sait, nous avons été déssaisis de cette possibilité par l'opération Chirac-Le Pen, opération qui doit tout à Jospin. Est-ce à dire qu'à partir de là la question du pouvoir, sous la forme d'un gouvernement pour lequel on pourrait combattre quitte à savoir qu'on le combattra lui aussi, se brouille et ne se pose plus ? Tout au contraire.

Dans un premier temps effectivement, les choses ont été brouillées. L'absence de perspective politique, de débouché politique, a d'abord freiné les luttes, ce que ne voulaient pas voir les apôtres du "3° tour social" -car le mouvement actuel n'est pas un 3° tour social, c'est bien plus. Mais dans un second temps, et nous y sommes en plein, cette absence de perspectives agit au contraire comme un accélérateur : prenons nos affaires en main nous-mêmes.

Il n'empêche que ceci n'est pas suffisant. Car à supposer que nous arrivions à abattre ce gouvernement, cela ne ferait qu'ouvrir une phase de crise et de recomposition, qui serait encore une course de vitesse avec un handicap au départ pour les travailleurs : l'absence de représentation politique fidèle à leurs intérêts et aspirations, démocratique.

Remarquons une chose importante : les partis d'extrême gauche présents le 21 avril, LO (celle-ci se disqualifiant de manière croissante par son attitude sectaire et par son hostilité réelle au combat pour la grève générale), LCR (celle-là "bien vue" et présente dans les luttes, mais sans donner aucune aide réelle en tant que telle), et PT (ce dernier n'apparaissant pratiquement pas comme tel, mais bien présent pourtant par ses militants syndicaux oeuvrant à la généralisation de la grève en s'efforçant de ne pas écorner Blondel), ne sont absolument pas saisis par les masses comme le moyen d'une issue, d'un débouché politique. Nous avons là quelque chose qui ressemble à l'Argentine, où les partis présents dans les mouvements *piqueteros*, les occupations d'usines et les comités de voisins, espérant soit par le boycott soit par leurs propres candidatures devenir électoralement l'issue politique possible, ont en fait reculé aux élections de 2003 par rapport à celles de 2001, restant à un niveau marginal. En même temps, c'est aussi un peu l'inverse de l'Argentine, mais le résultat est le même : en Argentine, des forces présentes dans la lutte des classes ne percent pas comme forces politiques nationales, en France, des partis qui ont percé aux élections présidentielles n'apparaissent ni comme un débouché possible, ni comme des forces réellement utiles, dans la lutte des classes.

Ils ne le cherchent d'ailleurs pas, dans leur majorité. LO n'appelle surtout pas à la grève générale, même si ce cri a retenti sur les pelouses de sa fête, ce qui était inévitable ; le PT ne fait que répéter les positions d'AG et de syndicats demandant aux dirigeants d'appeler ; la LCR affirme qu'il faut virer Raffarin. Aucun ne parle de Chirac en termes précis.

Prendre acte de cette réalité, et considérer que l'alternative politique serait directement celle des masses en lutte, c'est ne pas répondre aux problèmes et faire du surplace tautologique. Une représentation politique de ces masses en lutte est nécessaire car c'est à l'Etat que nous avons affaire, et cette représentation ne peut que naître des débats à l'oeuvre en leur sein, et dans les organisations qui furent les leurs ou qui leurs servent -aussi bien les syndicats que les partis d'extrême gauche et que le PCF et, bien entendu, le PS -nous disons "bien entendu" car les militants d'extrême gauche, en considérant que le PS est, tout entier et globalement, devenu un parti de droite, en ignorant la présence dans la lutte des classes directe actuelle de milliers et de milliers de ses adhérents, s'interdisent tout simplement d'agir eux-mêmes pour une recomposition politique visant, non à créer un PC bis, mais à résoudre la question du pouvoir, c'est-à-dire à prendre le pouvoir, dans ce pays.

Aujourd'hui Thibault et Blondel ne veulent pas appeler à la grève générale parce qu'ils ne veulent pas renverser le gouvernement. Renverser ce gouvernement obligerait sans doute, nous allons y revenir, à voir se former une solution politique dans laquelle la gauche serait, directement ou indirectement, mise à contribution. Mais cela ouvrirait une crise de nature révolutionnaire. Pour parler vite, un gouvernement Chirac-Hollande soutenu de l'intérieur ou de l'extérieur par Thibault (et bénéficiant ou non du soutien critique de Besancenot...) n'est pas de nature à apparaître comme une issue politique crédible. C'est de chasser Chirac, abolir la V° République, élire une assemblée constituante sur la base du mouvement pratique de la grève et des comités de grèves élus, qu'il doit être question. Et en même temps du regroupement politique de toutes les forces et courants capables de s'unir pour cela, qu'ils soient au PS ou à l'extrême gauche et dans tout ce qu'il y a entre les deux.

Voilà la discussion qui sera au coeur de la réunion du 29 juin. D'autre part, nous voudrions ouvrir le débat, en pleine poussée vers la grève générale, sur un certain nombre de paramètres plus précis qui pourraient justement influencer les regroupements politiques (et syndicaux) des semaines et des mois à venir.

*Il y a trois scénarios possibles.*

Le scénario le plus favorable à notre classe est celui pour lequel nous sommes engagés quotidiennement, auquel est consacrée la première partie de cette lettre : la généralisation de la grève dans les entreprises,

écrasant politiquement le gouvernement, ouvrant une crise politique potentiellement révolutionnaire durant laquelle il faudra oeuvrer aux recompositions nécessaires.

Le scénario inverse est celui que craignent des milliers de militants et de grévistes. Il est fondé sur la réalité, niée par les seuls gauchistes au sens "infantile" (ou sénile) du mot, de la victoire institutionnelle et politique de la droite et du patronat dans les élections présidentielles et législatives. C'est le scénario à la Thatcher : le gouvernement transforme l'essai par cette épreuve de force qu'il a voulue, il nous enfonce, par exemple par des provocations généralisées contre le Bac. Retraites, décentralisations, puis Sécu, privatisation d'EDF, tout s'enchaîne.

A gauche, de même que Blair est né de Thatcher, ce scénario signifie l'hégémonie sociale-libérale enfin assumée comme telle, que ne menaceront pas des communistes mutants, des altermondialistes et des anticapitalistes retranchés sur les buttes de la résistance idéologique.

Ce second scénario, catastrophique pour la vie des jeunes et l'avenir de nos enfants, a pris du plomb dans l'aile ces dernières semaines, bien qu'il ne soit toujours pas exclu et que les godillots UMP, PEEP et autres en rêvent ardemment.

Il a pris du plomb dans l'aile, premièrement parce que la radicalisation à gauche est d'une force terrible. Elle ne se dit d'ailleurs pas forcément de gauche ; mieux vaut parler de radicalisation sociale. Les couches de haine et de révolte accumulées dans les petites boîtes du privé sont là, elles portent les grèves actuelles même si les gens concernés ne font pas encore grève. C'est de la dynamite sociale. Cette force potentielle est cent fois plus terrible que tout ce que nos profs, cheminots et autres ont pu faire jusqu'à présent. Le relatif abandon de ces secteurs par les organisations, le fait que les comités de chômeurs se font présentement peu entendre, que la CGT chômeurs a été mise sur la touche au congrès CGT, que l'intersyndicale de Lu-Danone n'a pas retrouvé le rôle qu'elle avait joué en 2001 et que l'intersyndicale de Daewoo, confrontée à la provocation policière, n'est pas ou pas encore parvenue à impulser un tel regroupement, fait qu'en vérité, la charge explosive est d'autant plus forte.

Cela, le gouvernement le sait, en tous cas ses membres les plus intelligents et les mieux renseignés (si Ferry n'y comprend rien Sarkozy, lui, le sait).

Le scénario à la Thatcher a aussi pris du plomb dans l'aile en raison de la victoire politique et morale d'ores et déjà remportée par la grève des enseignants, qui faisait dire à un camarade que "la bataille de l'opinion publique est gagnée", que Raffarin l'a perdue, ce qui signifie une très grande usure politique du dit Raffarin. Les parents ont soutenu les enseignants et les autres personnels, une unité nouvelle s'est formée dans la lutte, et dans certains cas ce sont les parents d'élèves les plus déterminés -notamment dans certaines occupations de bahuts. Cela a eu des effets pour l'instant décisifs dans la FCPE. Cette organisation fonctionne à nouveau, à la base, depuis quelques semaines, comme le réseau des comités de défense de l'école publique et laïque, historiquement liée au syndicalisme enseignant, qu'elle avait été à l'origine. La direction de la FCPE, prise entre la ligne d'affrontement du ministère et la pression de sa base, s'est trouvée dans l'incapacité de s'opposer explicitement à la grève dans l'enseignement. Pour la première fois depuis bien des années, ce sont les syndicats enseignants, et pas le ministre, qui sont invités à son congrès. Cela bien que les positions de congrès de la FCPE, pour l'instant mises dans des cartons, consistent dans l'approbation bruyante de la décentralisation...

Cette victoire morale et politique ne pourrait être remise en cause que par l'orchestration de très graves incidents au Bac, et encore.

Troisièmement, le scénario à la Thatcher a pris un coup dans les rangs mêmes du PS, dont la direction a pris la mesure de la situation et a tourné en pleine préparation de son congrès : le virage "gauche" de Hollande date très exactement du 13 mai. Hollande n'avait pas prévu pour autant qu'il devrait avaliser au congrès de Dijon une motion demandant le retrait du plan Fillon et des mesures de décentralisation.

Les positionnements du PS ou de la FCPE lèvent les obstacles à la présence d'un certain nombre de militants et de responsables syndicaux aux côtés des grévistes ou parmi eux. Ils ne suscitent par ailleurs aucune illusion sur la sincérité des dirigeants du PS : là n'est pas la question. Mais il ne sert à rien d'ironiser si l'on n'a pas d'alternative. Le fait est que, depuis le 13 mai, la direction du PS, de concert, étroitement, avec celle de la CGT (et de la FSU), cherche à se poser en recours possible : bien que sa ligne de mire soit les élections de 2007 et, donc, la préservation du gouvernement Raffarin, elle est obligée de prévoir le renversement ou l'affaiblissement décisif de ce gouvernement et contrainte par là même à un virage à gauche dans les discours pour se poser en recours possible.

Parallèlement, depuis fin mai, la crise est ouverte au sein même du gouvernement. On savait J.L. Debré et les "gaullistes" réticents sur la décentralisation. La contradiction pour eux -à savoir qu'il faille prendre le risque d'affaiblir l'Etat central pour en fin de compte le renforcer- est réelle. C'est Juppé qui a proposé un recul sur le calendrier de la décentralisation. Même sans grève générale immédiate, s'il y a poussée encore plus forte des grèves, si le gouvernement échoue dans sa provocation sur le Bac- autrement dit : s'il y a grève massive, et non pas affrontements locaux, le 12 juin-, si de surcroît le NON l'emporte le 6 juillet en Corse, il est évident que les lois

organiques de décentralisation seront en très mauvais point, menaçant de faire à cette étape une coquille vide de l'ensemble de la révision constitutionnelle du 17 mars.

Officiellement, ils ne veulent reculer en rien sur le plan Fillon. Et cela est vrai pour le coeur de la loi, celui sur lequel la classe ouvrière se mobilise : la levée de tout âge légal, l'utilisation de l'âge comme variable flexible d'ajustement, avec comme première étape le passage des fonctionnaires à 40 ans. Reculer là-dessus serait une défaite politique plus grave que le recul de Juppé sur le même sujet en 95. Cela étant dit, il y a visiblement débat dans le gouvernement, dans l'UMP et même dans l'UDF sur le point de savoir s'il faut ou non engager la responsabilité du gouvernement sur ce texte au moyen du 49-3. C'est Sarkozy qui l'a exclu, mais pas Raffarin. Ne pas employer le 49-3 signifie intégrer des amendements. A côté de la "guerilla parlementaire" totalement dépourvue d'utilité des plus de 6000 amendements du PCF, les quelques dizaines d'amendements du PS vont reprendre -c'est aussi cela, le tournant "à gauche" du 13 mai pour le PS- l'ensemble du programme de la CGT, exception faite des 37, 5 années pour tous (déjà relativisées et minimisées dans le discours officiel de la CGT), le nombre d'années et l' "équité" étant censé relever de la négociation sociale.

L'alignement du PS sur les positions de la CGT en matière de retraites est contesté par Rocard et quelques autres. Il ne signifie nullement le passage sur des positions de défense des intérêts du salariat. Pascal Terrasse, du courant NPS, député de l'Ardèche, est "spécialiste des retraites" au PS. Voici quelques extraits de ses positions dans *l'Hebdo des Socialistes* :

*"Nous sommes fermement opposés à une durée de cotisation qui irait au delà de 40 ans. Par ailleurs, le débat sur la durée de cotisation, publique et privée, doit être renvoyé à la négociation."*

*"Nous exigeons que toute personne qui a 40 années de cotisations, s'il le souhaite, puisse bénéficier de sa retraite, à taux plein dès l'âge de 55 ans. "* (ce point reprend une revendication très légitime, mais pourquoi pas à 37,5 ans ?).

*"Nous sommes favorables à l'épargne salariale, mais opposés à l'épargne retraite."* -mais M. le député de l'Ardèche est bien en peine de nous expliquer la différence !

*"Nous proposons une conférence annuelle des retraites, dans laquelle seraient associés les partenaires sociaux (...) dans laquelle on débattrait du montant des pensions et des retraites."* En fait, cette renégociation permanente, se substituant à la garantie de la retraite à 60 ans et d'un certain nombre d'années par la loi, figure déjà dans le plan Fillon et est un des points que Chérèque se félicite d'avoir obtenu le 15 mai : il n'y manque que l'annualité.

Enfin, sur le financement, le PS, appuyé par la CGT et par l'UNSA, propose d'augmenter les cotisations salariales et patronales, la CSG et le fonds de réserve. La CSG est un impôt, le fond de réserve un fond de pension à garantie d'Etat. C'est sur le plan du financement que, en cas de "non 49-3" des évolutions sont possibles pour le plan Fillon durant le pseudo-débat parlementaire.

Signalons que par ailleurs, le PS demande au gouvernement de reculer le référendum corse pour ne pas ... gacher les chances du Oui, auquel il appelle.

Sur la ligne de reculer dans l'application de la décentralisation et de ne pas recourir au 49-3 sur les retraites, nous avons Sarkozy et J.L. Debré, sur la ligne la plus "dure", sans doute encore Raffarin et, au registre folklorique, cet âne de Luc Ferry. La ligne Sarkozy consiste à différer le passage en force total à la Thatcher, sans bien entendu s'interdire un certain nombre d'épreuves de force, en s'appuyant politiquement sur une "opposition" consistant dans le PS et dans la direction de la CGT.

### *L'hypothèse n° 3, la CFDT et la CGT.*

Le troisième scénario ne consiste en dernière analyse qu'à reculer, et encore, pour mieux sauter. Mais, en politique réelle, la question des rythmes et des délais est importante, c'est pourquoi il doit être pris en considération.

Au plan des forces syndicales, il donnerait un délai de peut-être quelques mois pour des phénomènes de recomposition. En effet, une donnée forte de la situation, dans les organisations, est l'échec de la CFDT. Chérèque n'avait pas l'intention de signer, du moins pas si vite ; c'est Raffarin qui le lui a demandé. De l'avis de plus d'un responsable UMP, Raffarin a fait deux conneries : l'annonce des transferts hors de l'Education nationale le 28 février, et la signature rapide de la CFDT le 15 mai. Celle-ci a révélé ce qui était déjà visible depuis le 3 avril : le front unique se réalise sans la CFDT, l'absence de celle-ci, s'il n'est pas sans impact, n'a pas de poids global décisif sur la mobilisation au plan national.

Bien que la signature de Chérèque ait soulevé des oppositions ou des réticences allant très au delà des oppositions déjà existantes dans la CFDT, cet échec de la CFDT est aussi, en partie, un échec de ses opposants car ceux-ci n'ont pas le poids de ceux par lesquels l'absence de la CFDT serait surmontée dans les mobilisations de par leur présence à eux, puisque cette absence semble peser en réalité assez peu. A quoi s'ajoute le passif de

la dissolution de l'ancien courant Tous ensemble né en décembre 1995 : il n'apparaît guère envisageable de renouveler un tel élan dans la CFDT.

De plus, bien qu'ils n'en fassent pas état eux-mêmes et le plus souvent qu'ils ne s'en rendent pas compte, les positions des opposants ne sont pas identiques. Sur les retraites, la FGTE (Transports et Equipement) part dans ses analyses du "il faut une réforme" et colle au discours de Chérèque d'avant le 15 mai pour le mettre en contradiction, tout en l'assumant elle-même en grande partie. L'URI Auvergne, elle, part des revendications des travailleurs et notamment de l'exigence de 37,5 annuités pour tous.

Si Thibault et la direction de la CGT parviennent à empêcher la grève générale, et en se plaçant dans notre 3<sup>e</sup> hypothèse (pas de victoire à la Thatcher de la part du gouvernement) ils seront en position de négociateurs n° 1 avec le gouvernement comme avec le patronat pour les conventions collectives. Des passages massifs, spontanés ou moins spontanés, de la CFDT à la CGT seront inévitables. La petite recombinaison poursuivie par un secteur de la LCR et certains secteurs syndicaux, de manière rampante, depuis quelques années (FSU, SUD-PTT, partants de la CFDT voire FGTE-CFDT) serait alors probablement aspirée ou bloquée par ce phénomène nouveau. Pour Thibault, la question serait de garder la maîtrise du processus car celui-ci, à la base, pourrait prendre les traits d'une dynamique unitaire de lutte de classe, alors que son but à lui serait de mettre l'appareil CGT au centre, pilier de la préservation du gouvernement actuel ou de son successeur de droite et en même temps pilier possible d'un gouvernement de cohabitation Chirac-Hollande si les choses devaient s'accélérer... (FO, les opposants actuels dans la CGT et SUD devant être les perdants du processus).

Nous arrêtons là ces analyses au point où nous risquerions de basculer dans une politique-fiction de peu d'intérêt. Mais il était important de montrer la place centrale, pour la préservation de l'ordre capitaliste aujourd'hui en France, qui revient tant au PS qu'à la CGT. Donc l'importance des batailles et des débats à l'intérieur de ces organisations.

Pour conclure -ou bien plutôt pour ne pas conclure- nous donnons une citation de l'éditorial du site du courant Nouveau Monde du PS (<http://www.nouveaumonde.fr.st/>), de François Delapierre : après avoir discuté la comparaison décembre 95-printemps 2003, il insiste sur les différences dans les relations entre les salariés et le PS, soulignant en fait que toutes les manœuvres que nous venons de parcourir seront insuffisantes pour répondre aux aspirations populaires et arrêter la recherche d'une véritable issue politique. Cette conclusion, nous la partageons :

*Mais pour autant, l'analogie entre 2003 et 1995 est trompeuse. Car elle risque d'occulter le bouleversement du contexte général dans lequel s'inscrit ce mouvement. N'oublions pas qu'après 1995, il y a eu 1997... mais aussi 2001. On pourrait dire en fait que nous vivons le premier novembre-décembre d'après le 21 avril. Ce qui change tout.*

*Un très long cycle politique s'est clôt le 21 avril dernier. Ce qui est mort ce soir là est un certain état de la société que la gauche avait fortement contribué à construire par un travail politique acharné d'unification et de représentation des salariés initié au lendemain de mai 1968 avec la création du parti socialiste à Epinay. Il ne sert donc à rien de chausser les lunettes du passé : le rapport du peuple à la gauche n'est plus du tout le même.*

*Conséquence que confirmeront tous ceux qui sont au contact étroit du mouvement : le parti socialiste n'est plus le débouché « naturel » de la mobilisation sociale. D'ailleurs en politique, rien n'est naturel, tout est culturel ! Il faut de la conscience pour traduire un rapport de force social en rapport de force politique. Sur ce plan, la gauche a vécu hier sur ses acquis. Les législatives de 1997 ont ainsi été gagnées dans la foulée de novembre-décembre 1995 sans que la direction du PS se soit seulement prononcée pour le retrait du plan Juppé. Mais ces acquis, après avoir été usés jusqu'à la corde, sont bel et bien épuisés. Il ne suffira donc pas au PS d'être la principale force électorale à gauche pour représenter l'instrument évident d'une nécessaire revanche dans les urnes. Quitte à chercher des analogies historiques, l'après-68 semble plus judicieux. La force de gauche dominante de l'époque était le PCF. Le débouché politique de la contestation s'est construit en grande partie en dehors d'elle. Et cela a pris 15 ans... Le débouché politique au mouvement actuel est donc à construire. Entièrement, de la cave au grenier, sur le plan idéologique, culturel, organisationnel. Dans ce contexte, les images télévisées du Congrès de Dijon ne peuvent suffire très longtemps. En quelques jours, leur bénéfice politique a été effacé par les déclarations calamiteuses de diverses personnalités socialistes se comportant en véritables tireurs dans le dos.*

*Il aurait fallu que la direction du PS y réponde fermement. Il faudrait aussi que les socialistes soient pleinement mobilisés contre les projets de la droite, sur les marchés, dans la rue, au Parlement. Avec du matériel, des idées, des propositions, des slogans qui élèvent le niveau de conscience des nôtres et évite le décrochage entre les*

*secteurs les plus mobilisés du salariat et la masse de ceux qui soutiennent plutôt mais ne manifestent pas. Ce serait aider ainsi le mouvement à s'élargir encore. Et ce serait, au minimum, éviter à notre parti le ressentiment inéluctable auquel s'exposent ceux qui restent dans la confusion ou la demi-mesure. Ne nous y trompons pas : le temps de la facilité est fini. Celui de l'indulgence aussi. L'heure est à la clarté et à l'action.*

### **III. Que va faire l'armée française en Ituri ?**

Pendant la crise sociale, la France, après s'être couchée devant Bush au moment même où c'est du cœur des appareils d'Etat et des services de renseignement anglo-américains que vient la crise pour lui, avec les "révélations", qui n'en sont pas, sur le mensonge massif à propos des armes irakiennes de destruction non moins massive, la France "revient" en Afrique. Intervention directe contre la rébellion occidentale en Côte-d'Ivoire, intervention indirecte au Libéria.

On nous annonce donc une intervention humanitaire en Ituri, dans laquelle la France fournit 1000 soldats environ sur un total de 1300, avec le label de l'ONU, dans la ville de Bunia, au Congo, non loin de la frontière ougandaise.

Quiconque connaît l'histoire de la région des grands lacs d'Afrique centrale pourra frémir de peur : la dernière fois que la France était là, pas bien loin, c'était au Ruanda. Les forces interhamwe, milices racistes hutues, formés au maniement de la machette et au meurtre de masse par les conseillers militaires français des réseaux Mitterrand et Pasqua, ont coupé en morceaux 800 000 êtres humains, tutsies et hutus refusant de se prêter au génocide. Car ce fut un génocide, au moment même où nous grands de ce monde hypocritement commémoraient Auschwitz. L'opération "Turquoise", à prétexte humanitaire, permettaient aux milices de génocidaires de transporter leur guerre au Congo. La France revient sur les traces de ses crimes.

Les forces politiques locales, qui avaient d'abord été un moindre mal par rapport aux génocidaires soutenus par la France, ont depuis fait la démonstration de leur incapacité à instaurer un ordre démocratique et même un ordre tout court. Kabila père puis Kabila fils au Congo, Kagame au Ruanda et leur parrain à tous, Museveni en Ouganda, ont multiplié les coups tordus. Bénéficiant au départ d'un certain capital politique pour s'être opposés au génocide au Ruanda, ils ont fini par transposer dans tout l'Est du Congo des situations "à la ruandaise". Sous Kabila père ayant retourné sa veste, les Tutsis de Kinshasa ont été massacrés, le plus souvent brûlés dans des pneus. Dans tout le Congo et jusqu'à la côte atlantique au Gabon ou au Cameroun, sont arrivés des réfugiés hutus ou d'autres peuples, affamés, rançonnés, violés, ayant marché des milliers de kilomètres. Les Banyamulengé ont servi à combattre l'armée congolaise puis à réprimer les populations locales. Les miliciens Mai-Mai, dans le Sud-Est, ont été utilisés contre les forces ruandaises, ougandaises et banyamulengé et sont devenus des troupes mercenaires en état de pillage permanent. En Ituri, les Emas, ethnie favorisée autrefois par les colons au plan de la propriété foncière, ont été dressés contre les Lendus et d'autres groupes, comme les Tutsis ont été dressés contre les Hutus au Ruanda et au Burundi. Ils se sont retrouvés menacés de massacre eux aussi. L'armée ougandaise aux parrainages changeant jetant de l'huile sur le feu.

Les armées errantes et impayées rançonnent les populations. Plusieurs millions de morts depuis 1995. Les soldats errants mangent parfois leur victime, comme ces Pygmées qu'il ne doivent pas considérer comme des hommes. Le Sida se propage par les viols.

La spéculation sur les produits miniers bat son plein.

L'Afrique centrale est le foyer de l'horreur, la région du capitalisme moderne, celui de la guerre sans fin de l'impérialisme. Elle a développé ici tout son visage.

Les conditions ont ainsi été créées pour un retour des troupes françaises dans la région des grands lacs. Les gouvernements ruandais et ougandais n'y sont même pas officiellement opposés. Ils font remarquer que la France ne "sécurise" que la ville de Bunia. Exact : cela prouve que les massacres ne sont pas la raison de sa présence. Les massacres continuent ou redoublent dans toute l'Ituri. Mais ils ont servi de prétexte pour faire de Bunia une base française sous couvert de l'ONU.

Pas de démocratie sans l'élimination des bandes mercenaires et de leurs bailleurs. Troupes françaises hors d'Afrique !

\*\*\*\*\*

# **Quelle représentation politique démocratique pour les millions de grévistes et de manifestants ?**

*Pour en débattre,  
le comité de rédaction de la Lettre de Liaisons  
et le Club République Sociale vous invitent à une  
réunion ouverte à Paris salles AGECA 177, rue  
Charonne, métro Alexandre Dumas  
le dimanche 29 juin 2003 14 heures.*

**Pour soutenir et élargir la diffusion de Liaisons, faites circuler notre bulletin,  
abonnez-vous à notre liste de diffusion : [e-Liaisons-subscribe@yahoogroupes.fr](mailto:e-Liaisons-subscribe@yahoogroupes.fr)**